

■ SOCIÉTÉ

lutte ouvrière

« La lutte des classes, c'est la vie »

Nathalie Arthaud, secrétaire générale de Lutte ouvrière, était hier à Metz pour la fête annuelle de la section locale. Ambiance révolutionnaire.



Candidate à la dernière élection présidentielle et sans doute à la prochaine. Photo Maury GOUNI

Deux banderoles se font face dans la salle des fêtes du quartier de Plantières, à Metz. Celle accrochée au-dessus de la porte d'entrée est signée Karl Marx : « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous. » La seconde, suspendue au-dessus de l'estrade, assure que « le communisme est toujours l'avenir de l'homme ». Ce décorum révolutionnaire est celui mis en place par la section messine de Lutte ouvrière pour sa fête annuelle, repas compris, avec Nathalie Arthaud, secrétaire générale du mouvement révolutionnaire. Elle était candidate à la dernière élection présidentielle. Elle le sera, sans aucun doute, à la prochaine. Le congrès de LO, réuni en mars prochain dans la région parisienne, doit valider ce choix naturel.

Nathalie Arthaud, professeur d'économie et de gestion dans un lycée d'Aubervilliers, a succédé à Arlette Laguiller, figure emblématique. « Je vois Arlette tous les jours, elle est à la direction. Quand on a la force de nos convictions, on ne décroche jamais », sourit Nathalie Arthaud. A la tribune, le discours exhorte « les travailleurs à la remobilisation ». La gauche

non révolutionnaire en général, François Hollande en particulier, sont accusés de tous les maux. « Au début de son quinquennat, il voulait combattre le chômage ; aujourd'hui il combat les chômeurs », la formule est abondamment applaudie par une centaine de militants.

« Le Front national se développe sur les trahisons de la gauche », martèle Nathalie Arthaud qui demande la mansuétude « pour les électeurs FN, qui ne sont pas forcément des fascistes, nous en connaissons tous autour de nous ». Elle décrit ces militants socialistes ou communistes désarçonnés « par les reniements » de la gauche au pouvoir, en perte totale de confiance au point de s'égarer. Lutte ouvrière est, selon elle, épargné par cette migration vers l'extrême droite. « Nos militants ont tous la lutte des classes chevillée au corps », explique-t-elle. « La lutte des classes, c'est la vie, c'est le moteur de l'histoire », insiste la secrétaire générale afin que les choses soient bien claires. À la fin de son discours la salle s'est levée, poings brandis pour entonner l'Internationale d'une seule et même voix.

haut-rhin

RSA sous condition : la levée de boucliers

La décision du conseil départemental du Haut-Rhin de verser le RSA sous condition de bénévolat suscite de nombreuses oppositions.

La décision prise vendredi par le département du Haut-Rhin (lire RL de samedi) de conditionner la perception du Revenu de solidarité active (RSA) à la réalisation d'heures de bénévolat suscite des vagues.

Marie-France Vallat, seule conseillère départementale PS dans le Haut-Rhin, avait seule voté contre la proposition du président Eric Straumann (LR). Selon Mme Vallat, si le conditionnement des aides peut pousser « en particulier, certains jeunes à se prendre en main », il n'est pas opérant pour tous les bénéficiaires.

Cléo Schweitzer, secrétaire fédérale PS du Haut-Rhin, déplore une « remise en cause du principe d'égalité d'accès au RSA » et « une mauvaise réponse à l'échec du dispositif en termes de réinsertion ». Elle dénonce une mesure « mal ficelée et populiste ». L'élue socialiste colmarien Julien Ernst, lui, vilipende « une décision discriminatoire, démagogique et purement politicienne », qui relève de la « chasse aux voix du Front national en vue de préparer les législatives de 2017 ».

Les critiques sont également venues du monde associatif. ATD Quart-Monde, au niveau national, a fustigé une proposition « inhumaine et irréaliste ». Le RSA, pour ATD Quart-Monde, est la manifestation de la solidarité de la nation « envers ceux qui connaissent de grandes précarités. Cette solidarité leur permet aujourd'hui à peine de survivre : comment se loger et se nourrir décemment avec 500€ par mois ? » ATD Quart-Monde dénonce également le paradoxe

du bénévolat forcé : « Le bénévolat tient de la vie privée. »

Pour Bernard Rodenstein, président de l'association caritative Espoir, « l'exigence d'une contrepartie sous forme de travail fait pour la collectivité est une idée très populaire, pour ne pas dire populiste ». Il souligne « l'effet globalement désastreux de cette proposition sur l'image des bénéficiaires de l'allocation » et dénonce une « opération de communication ».

Le président de la Région Acal, Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine, Philippe Richert a salué la philosophie : que « les droits se conjuguent avec des devoirs », au nom de la « responsabilisation ». Toutefois, il pose plusieurs bémols. Primo, la nécessité de « convaincre » les populations concernées. Secundo, l'analyse des « conséquences » d'une telle proposition, qui pourraient s'avérer « moins heureuses » encore que le problème qu'elles sont censées régler. « Il y a le risque que les personnes en déprise soient psychologiquement fragiles. Il y a des gens à qui on va imposer cette mesure et qui ne sont pas en mesure de le faire », dit M. Richert, qui met en garde contre des décisions « abruptes ».

De son côté, Christian Estrosi, président de la région Paca (LR), a au contraire approuvé hier l'initiative du conseil départemental du Haut-Rhin, ajoutant que l'activité « doit être quelque chose d'obligatoire. Dès lors que la collectivité, l'Etat, le contribuable vous permet de toucher un revenu, vous devez rendre à la société tant que vous n'êtes pas réinséré dans l'emploi. »

■ FAITS DIVERS - JUSTICE

Achetée 127 000 € la maison estimée 15 000 €

Un couple est victime d'un imbroglio juridique après l'achat d'une maison recélant un vice caché : une cave creusée et transformée en chambre, en dessous du niveau des fondations. L'agence immobilière et le notaire sont poursuivis.

« On a même du mal à revenir devant la maison. Elle provoque trop de mauvais souvenirs. » Alexandre Andrieux, 33 ans, et son épouse Nadège Schwaiger, 31 ans, savent pourtant qu'ils n'en ont pas totalement fini avec les mésaventures qui leur collent aux basques, depuis l'acquisition d'une petite maison dans la rue des Lilas à Pont-à-Mousson, en 2011, pour 127 000€.

Le jeune couple et ses deux enfants s'installent à l'époque avec des projets d'aménagement et de décoration, mais déchantent très vite. Quelques semaines plus tard, la famille souffre en raison des graves problèmes d'humidité dans les pièces du bas. Et pour cause : les pièces désignées comme des « chambres », où dorment leurs enfants de 8 ans et 4 ans, sont en fait l'ancienne cave : le précédent propriétaire a creusé le sol pour augmenter la superficie de l'habitation. Et ce « jus-qu'en dessous du niveau des fondations », tonne leur avocat M^e Pascal Bernard.

« Cette affaire nous pourrit la vie »

Humidité perceptible dans l'air, papier peint décollé, traces noirâtres sur les parois : les éléments au dossier permettent à l'avocat d'obtenir du tribunal de grande instance l'annulation de la vente pour « vice caché », tant les méfaits du décaissement au sol apparaissent responsables des

désagréments. Un expert est venu sur place estimer la valeur du bien foncier, fixant sa conviction autour de... 15 000 €, soit huit fois moins que le prix déboursé par le couple grâce à un emprunt.

Or, si la justice a prononcé en juin 2015 l'annulation de la vente, l'ancienne propriétaire est aujourd'hui décédée. Les enfants ayant refusé la succession, la question du remboursement reste donc en sus-

Alexandre Andrieux, Nadège Schwaiger et leurs filles, avec leur avocat M^e Pascal Bernard. Photo ER



pens. Le couple lésé n'a pas récupéré sa mise de départ, mais reste sous la menace de l'obligation de rembourser le crédit, tout en réglant, chaque mois, différents frais d'entretien de l'immeuble, mais aussi des charges, des frais d'assurance. Un coût qui finit par rendre difficile le quotidien de la famille Andrieux, relogée dans une petite location mus-spontaine.

L'affaire n'est pas terminée :

M^e Pascal Bernard poursuit désormais devant la justice l'agence immobilière qui a proposé le bien et signé la vente, de même que le notaire qui a guidé la transaction. Selon lui, les deux parties n'ont pas respecté leur mission d'information et de précaution à l'adresse des acquéreurs. L'agence « se devait de vérifier que les travaux de cette maison située en zone inondable n'étaient pas illici-

tes », soutient M^e Bernard, pour qui le notaire aurait dû, par ailleurs, relever le décalage dans les documents administratifs attestant des modifications interdites.

Mme Schwaiger ne cache pas une profonde lassitude. « Cette maison est un cauchemar. Nous sommes fatigués. Cette affaire nous pourrit la vie depuis cinq ans. »

Antoine PETRY.

courses-poursuites

Au Grand-Duché, deux Français se distinguent

La palme d'or, dans la série de courses-poursuites qui ont marqué le week-end sur les routes du Luxembourg, revient au chauffeur pris dans la nuit de samedi à hier, vers 1h, en excès de vitesse dans la rue de Hollerich à Luxembourg. Contrôlée à 77 km/h au lieu des 50 km/h autorisés, la voiture immatriculée en France refuse de s'arrêter. Le chauffeur appuie sur l'accélérateur pour prendre la fuite. Une longue course-poursuite à plus de 150 km/h s'engage. Le chauffeur file à toute allure pour échapper aux patrouilles. Dès qu'une voiture de police arrive à sa hauteur ou en face, le chauffard met un coup de volant et parvient à s'échapper dans l'autre sens. Il grille plusieurs feux rouges et percute deux voitures de police avant de finir par tenter un ultime demi-tour sur la route de Thionville.

Le chauffard percute une troisième fois un véhicule des forces de l'ordre, qui arrivent cette fois à le stopper net. Les deux occupants du véhicule, très nerveux, agressent les agents. Une rixe s'engage, deux policiers sont blessés, obligeant les forces de l'ordre à faire usage d'un aérosol au poivre pour immobiliser les deux hommes, également blessés.

L'un d'eux a dû être transporté à l'hôpital.

Interrogé sur les raisons de sa fuite, le chauffeur a indiqué ne pas être en possession d'un permis de conduire. La police française a confirmé le défaut de permis. Sur ordre du parquet de Luxembourg, les deux hommes ont été verbalisés et leur véhicule a été confisqué.

Dans la nuit de vendredi à samedi, un autre véhicule immatriculé en France s'est fait remarquer. La voiture circulait à très basse vitesse. Au moment où il a aperçu la police, son chauffeur a néanmoins appuyé sur l'accélérateur pour prendre la fuite. Il a tenté d'échapper aux patrouilles en empruntant plusieurs petites ruelles et en faisant des tours dans plusieurs ronds-points. Le chauffard a également dépassé plusieurs véhicules en prenant tous les risques. C'est finalement à Bertrange que le fuyard a perdu le contrôle de son véhicule avant d'aller percuter une clôture de chantier. L'homme a été immédiatement menotté. Il était fortement alcoolisé. La police française a appris à ses homologues luxembourgeois que le chauffard possédait un long casier rempli d'infractions routières. Il a été verbalisé et son permis lui a été retiré.

■ POLITIQUE

Merkel et Hollande en tête-à-tête

Angela Merkel et François Hollande s'étaient déjà réunis à Strasbourg en janvier 2015 pour un dîner informel alors dominé par la crise grecque. Cette fois, au menu des deux chefs d'Etat : les réfugiés et le Brexit.

Le président François Hollande et la chancelière allemande Angela Merkel ont partagé un dîner informel hier à Strasbourg au cours duquel ils ont affiché une « ligne commune » sur les dossiers des réfugiés en Europe et du « Brexit » britannique.

Le dîner entre le chef de l'Etat et la chancelière, à l'invitation du président du Parlement européen Martin Schulz était précédé d'un entretien d'une heure et demie, au cours duquel M. Hollande et Mme Merkel ont « confirmé une ligne commune ».

Les deux dirigeants ont évoqué la situation en Syrie, en particulier à Alep, exprimant « une vive préoccupation partagée ». Ils se sont déclarés « pleinement d'accord » sur les moyens de résorber les flux de réfugiés, pour faire de la mise en œuvre du plan d'action européen une « priorité ».

Sur le dossier britannique du « Brexit », François Hollande et Angela Merkel ont exprimé « une appréciation commune

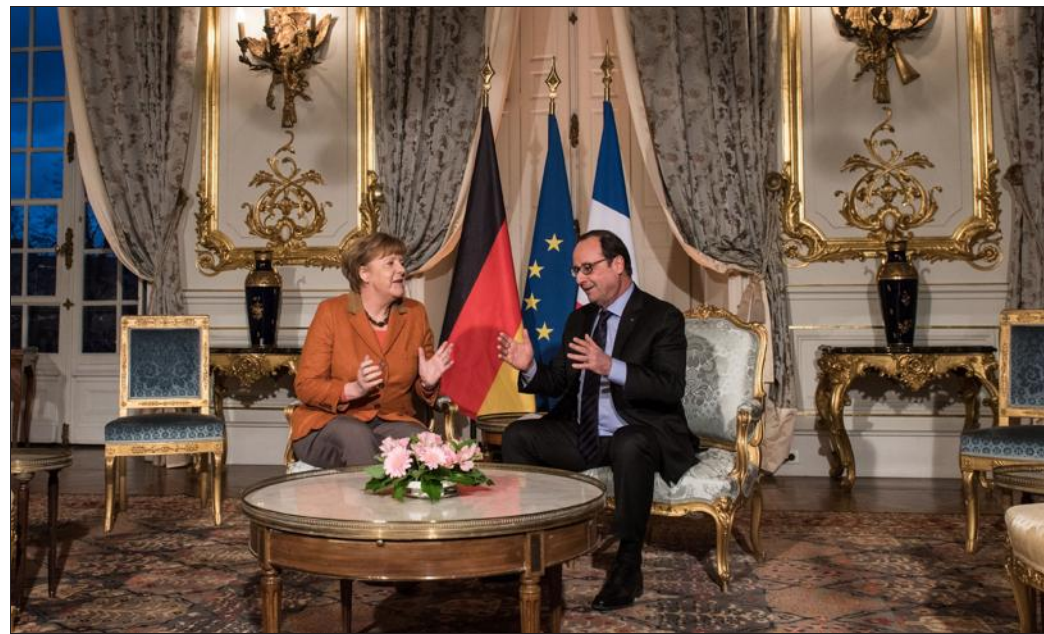
sur le projet d'accord avec le Royaume-Uni dans la perspective du prochain conseil européen » des 18 et 19 février pour éviter une sortie de l'UE ».

Ils ont également abordé les sujets d'actualité, notamment « les crises » européennes et la montée des populismes en Europe.

M. Hollande, Mme Merkel et M. Schulz ont dîné dans une winstub située à quelques centaines de mètres de la cathédrale. Leur rencontre se tenait à huis clos. Les deux dirigeants n'ont fait aucune déclaration à leur arrivée et à leur sortie du dîner.

Avant le dîner, la chancelière allemande et le président français s'étaient réunis à l'hôtel du préfet pour une séance de travail en tête-à-tête.

A leur arrivée vers 19h15, M. Hollande, costume sombre, et Mme Merkel, veste saumon et pantalon gris, se sont brièvement prêtés au jeu des photos et caméras avant de s'éclipser dans le restaurant. Cette rencontre informelle, sans tapis rouge,



Dans l'un des salons de la préfecture de Strasbourg, la chancelière allemande et le président français se retrouvent, avant de partager un dîner en toute intimité. Photo AFP

était encadrée d'un important dispositif de sécurité, assuré par des dizaines de policiers et gendarmes qui avait bouclé toute une partie de la vieille ville.

À l'issue de leur dîner, les trois élus ont salué la « bonne atmosphère » et la « bonne cuisine » du restaurant alsacien, qui proposait parmi les entrées et les

plats : tarte à l'oignon, filets de hareng, bibeleskaes (fromage blanc alsacien à la crème avec pommes de terre et légumes vapeur) ou fondants de bœuf.

pont-à-mousson

■ REPÈRES

Malaise au foot

Nouveau drame sur les terrains de football lorrains, après la mort d'un joueur vétéran du FC Woippy, mercredi soir à l'entraînement. Dans la soirée de samedi à dimanche, Cédric Grava, 37 ans, célibataire, est décédé à Cornimont (88). Il participait à un tournoi de football en salle au gymnase. Le footballleur avait, semble-t-il, des antécédents cardiaques.

A Woippy, Nourédine Guerrouache, Messin de 45 ans, avait succombé à un malaise dans les vestiaires.

Enregistrées

À la suite de la plainte d'une employée de l'aéroport du Findel, au Luxembourg, la police a réussi à retrouver une caméra dissimulée dans les toilettes pour dames du vestiaire du personnel. Ces lieux ne sont pas accessibles aux passagers. Sur ordre du parquet de Luxembourg, la caméra et les bandes d'enregistrement ont été confisquées. Les enregistrements sont visionnés par les enquêteurs qui sont soumis au secret professionnel.

Loup-brebis : 3 à 0

Le loup de la plaine des Vosges a encore frappé. Trois brebis ont été mortellement blessées ce week-end dans un parc situé sur le territoire de la commune de Pleuevzain, dans les Vosges, et deux autres montrent de nombreux signes inquiétants, synonymes d'euthanasie vraisemblable. Deux gardes de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) sont venus constater ces nouvelles attaques mortelles. Il y a trois semaines en effet, plusieurs brebis du troupeau du même éleveur avaient été mortellement blessées par le loup, au même endroit.

Voleurs de chasses d'eau



Le restaurateur sur la scène de crime. Photo Jean-Charles OLE

Samedi soir, les responsables du Memphis Coffee d'Epinal ont découvert une nouvelle facette de l'âme humaine. Vers minuit trente, au moment du nettoyage, ils se sont rendu compte que les chasses d'eau des WC pour hommes et pour dames avaient été volées par des gens soucieux de parité. Problème : le patron ne connaît ni la marque, ni le modèle.

Couteau sorti

Un homme de 31 ans, présentant plusieurs traces de lacerations, a été pris en charge au rond-point de la Porte de Trèves, à l'entrée de Thionville, hier à 15h par les sapeurs-pompiers de Yutz et transporté au CHR de Mercy. Ses blessures seraient superficielles. Les policiers du commissariat de Thionville devront déterminer les circonstances exactes de cette agression et identifier le ou les coupeurs.

Force et sagesse

Fin de soirée mouvementée, samedi, dans le quartier de la Gare à Sarrebourg. À la sortie de la discothèque L'Équinoxe, plus connue sous son ancien nom Le Forum, deux groupes en sont venus aux mains. Les policiers du commissariat de Sarrebourg sont rapidement intervenus. Mais, face au nombre de protagonistes et à la tension ambiante, ils ont fait appel à des renforts de gendarmerie, basés dans un quartier voisin. Le calme est revenu dans la foulée, l'union faisant la force et le nombre la sagesse. Aucun blessé n'a été relevé dans l'échauffourée. Une enquête est en cours pour déterminer les raisons qui ont conduit les deux groupes à se faire face... la musique adoucit les mœurs.